

Etat des lieux de la filière viande porcine en Pays de la Loire

Juin 2026

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

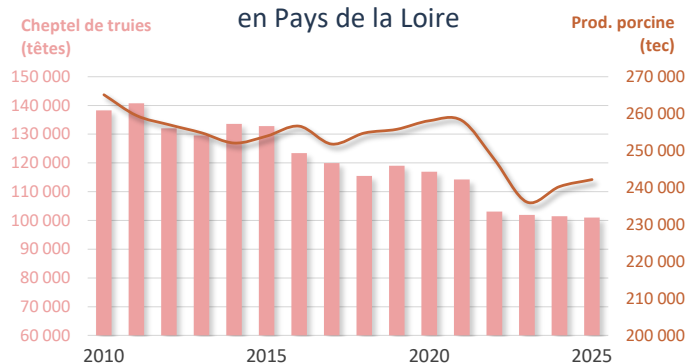
RÉGION
PAYS
DE LA LOIRE



Sauf indication contraire, les données se réfèrent à l'année 2025.

Cheptel et production

Evolution du cheptel de truies* (têtes)
et de la production porcine (tec)
en Pays de la Loire



* truies mères et jeunes truies

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

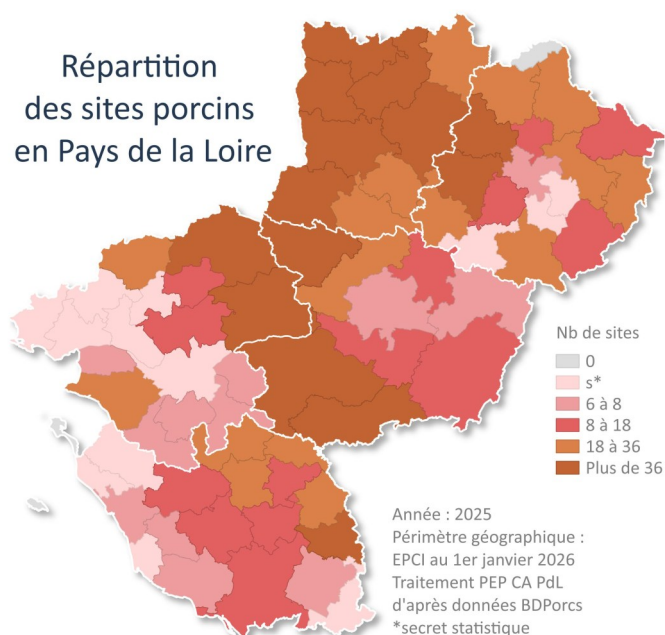
Sources : Agreste, Uniporc et CRP

- 2^e région de production porcine avec 11 % des volumes et 12 % de la valeur des viandes porcines produites en France ;
- 242 200 tec de viandes porcines produites ;
- Un chiffre d'affaires de 475 millions d'euros en 2024, 7 % de la valeur production agricole régionale (contre 6 % au niveau national) ;
- 1,4 millions de porcs dont 101 000 truies et 589 400 porcs charcutiers ;
- Près de 2 100 truies certifiées agriculture biologique (2 % du cheptel régional et 16 % du cheptel national en agriculture biologique).

La production porcine ligérienne a oscillé entre 250 et 260 000 tec par an au cours des années 2010. Elle se redresse après une baisse marquée au début des années 2020. Elle affiche un repli de -5 % sur la dernière décennie. Le cheptel régional de truies a fortement reculé sur la même période (-24 %/2015). La prolificité des truies et la progression du poids moyen de carcasse des porcs charcutiers (+3 %/2015 ; 94,2 kg) ont partiellement compensé le recul du cheptel souche et atténué la baisse de la production régionale.

Exploitations et actifs

Répartition
des sites porcins
en Pays de la Loire



- 1 330 sites porcins professionnels, dont 54 % post sevrage et engraisseurs, 36 % naisseurs engraisseurs et 7 % naisseurs ;
- Près de 760 chefs d'exploitation et 620 ETP salariés dans les exploitations à dominante porcine ;
- Un âge moyen des chefs d'exploitation de 49 ans dont 55 % de plus de 50 ans ;
- Une organisation juridique des élevages majoritairement sociétaire (plus de 80 %) ;
- Plus de 20 installations en moyenne annuelle entre 2020 et 2024 correspondant à un taux de renouvellement de 40 % : en recul depuis 2017 (37 en 2017 contre 10 en 2024) ;
- Plus de 60 exploitations élevant des truies en agriculture biologique.

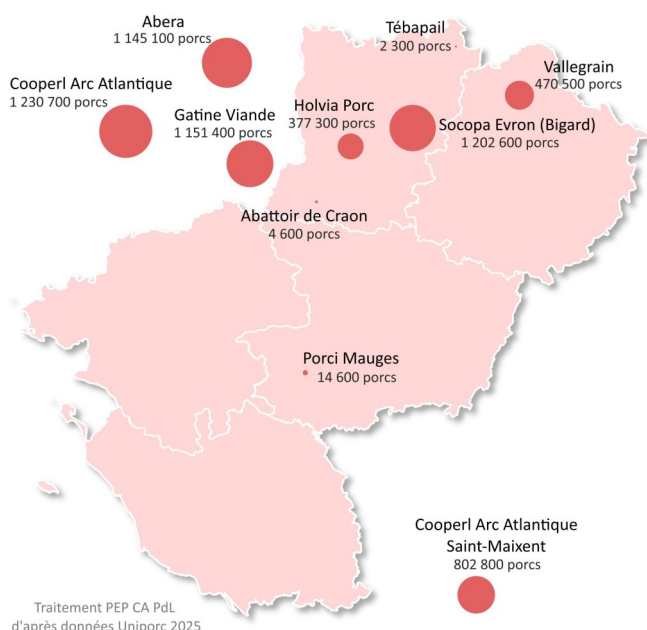
Pour plus d'informations voir la publication suivante : [La filière porcine, chiffres clés 2025](#)



En dix ans, le nombre de sites porcins ligériens a reculé de -24 %. La baisse s'est fortement accentuée chez les naisseurs (-47 %/2015) qui représentent désormais moins de 10 % des sites. Plus de la moitié des sites sont des post sevrageurs et engraisseurs et 36 % d'entre eux sont des naisseurs engraisseurs. Le recul est plus marqué pour ces derniers (-28 % par rapport à 2015) que pour les post sevrageurs et engraisseurs (-18 %). La dimension économique des sites naisseurs s'élève en moyenne à 352 places de truies, évolution illustrant la proportion croissante de maternités collectives. Celle des naisseurs engraisseurs se stabilise aux environs de 160 places de truies. En moyenne, les sites post sevrageurs et engraisseurs détiennent 633 places d'engraissement de porcs charcutiers.

Abattage et transformation

Principaux établissements d'abattages et de découpe de viande porcine produite en Pays de la Loire (activité totale sur la zone Uniporc)



- 9 % des volumes abattus en France ;
- 195 200 t de viandes issues des abattages ligériens de porcs ;
- Une activité de production et de commercialisation organisée au sein de groupements de producteurs (Agrial, Porcineo, SICA Maine Porcs et Terrena porc) ;
- 6 établissements d'abattage (dont Bigard, Charal, Holvia Porc, Socopa, Vallegrain) implantés sur le territoire ligérien et employant près de 1 200 salariés ;
- Une trentaine d'établissements (de plus de 10 salariés) de préparation industrielle à base de viande (pas uniquement avec activité porcine) ;
- Des emplois complémentaires à l'amont et à l'aval dans les activités de fabrication d'alimentation du bétail, les organisations de production et le négoce, etc.

Les abattages de porcs se sont globalement maintenus jusqu'à la fermeture de la ligne d'abattage de porcs de Charal à Sablé-sur-Sarthe fin 2024, entraînant une baisse des abattages de l'ordre de -8,1 % par rapport à 2023. Ainsi, les abattages ligériens reculent de -13 % en 2025 par rapport à 2015.

La capacité ligérienne d'abattage de porcs est inférieure aux volumes produits dans la région. L'aire d'abattage des porcs produits en Pays de la Loire est répartie sur le Grand-Ouest :

- Près de 60 % des porcs ligériens sont abattus en Bretagne ou en Deux-Sèvres ;
- Plus de 35 % sont abattus dans la région.

Marchés et capacité alimentaire ligérienne

La production porcine évolue dans un marché très concurrentiel, fortement influencé par le marché mondial.

Le déficit du commerce extérieur porcine français s'accroît depuis 2020, évolution révélatrice de la perte de compétitivité de la filière. La France importe des pièces à haute valeur ajoutée, principalement des charcuteries d'Espagne, à destination des industriels français de la charcuterie et des produits transformés destinés aux GMS et à la RHD. A contrario, elle exporte des produits de plus faible valeur ajoutée que les français ne consomment pas (abats, pieds, etc.). Tout en restant positive, la balance commerciale française s'est dégradée en volume ces dernières années.

Le cheptel et la production de viande porcine suivent une tendance baissière à l'échelle nationale. Les Pays de la Loire maintiennent leurs parts de marché aux alentours de 11 % dans ce contexte baissier. Environ un tiers de la production française (viande et abats) est exportée. La consommation française se conforte depuis 2024 et s'élève à 31,7 kg/cap par habitant en 2025. Les importations, dont plus de 60 % proviennent d'Espagne, représentent 29 % de la consommation à l'échelle nationale.

La capacité alimentaire de la filière porcine régionale est importante avec un taux d'auto-approvisionnement théorique de plus de 200 % : elle nourrit l'équivalent de 2 fois la population ligérienne en viande porcine.

Atouts

- Dynamique régionale de production et de transformation ;
- Forte organisation collective des producteurs ;
- Niveau de la conduite technique, de la qualité sanitaire et de la génétique du cheptel porcin ;
- Encadrement technique et R&D de la production ;
- Politique de modernisation et d'investissement des élevages ;
- Engagement des élevages porcins dans une démarche d'amélioration continue du bien-être animal et de leur empreinte environnementale ;
- Lien au sol important : synergies cultures-élevage ;
- Conditions pédoclimatiques globalement favorables ;
- Coût du foncier relativement accessible.

Faiblesses

- Besoins croissants en capitaux ;
- Difficultés de financement des projets d'installation et de modernisation ;
- Vieillesse et faible renouvellement des éleveurs et des salariés ;
- Hausse des coûts de production et du coût de construction et de rénovation des bâtiments ;
- Besoins de modernisation et de construction de bâtiments d'élevage ;
- Forte exposition et dépendance des cours du porc aux marchés mondiaux ;
- Volatilité de la rentabilité et dépendance du coût de production aux prix des céréales et des protéines végétales ;
- Faible présence et répartition inégale des outils d'abattage sur le territoire ligérien ;
- Manque d'investissements dans le secteur de l'abattage et de la transformation ;
- Faible mise en œuvre de la contractualisation ;
- Manque d'innovations sur les produits (viande fraîche) ;
- Fortes distorsions de concurrence avec les pays de l'UE et tiers (fiscales, sociales, sanitaires et environnementales) ;
- Dépendance protéique des élevages.

Opportunités

- Résistance de la consommation sur le marché français ;
- Demande mondiale croissante. Opportunités à l'export sur des spécialités de qualité ;
- Contractualisation en prix et volume ;
- Interdiction et contrôle des importations de viandes ne respectant pas les normes européennes ;
- Poursuite des démarches de segmentation et d'innovation associant tous les acteurs de la filière pour améliorer l'adéquation offre/demande sur le marché intérieur ;
- Investissements et accompagnement financier des banques et des opérateurs économiques pour développer la production et réaliser les adaptations nécessaires aux enjeux climatiques, sanitaires et de bien-être animal ;
- Développement de la méthanisation et du photovoltaïque pour produire l'énergie nécessaire à l'atelier.

Menaces

- Fréquence croissante des aléas climatiques et sanitaires et de leurs impacts ;
- Tensions commerciales et géopolitiques à l'échelle internationale, facteurs d'inflation ;
- Réglementations européennes IED et bien-être animal (transport et conditions d'élevage) et françaises (ICPE, etc.) ;
- Concurrence intra-européenne croissante ;
- Risques de progression des importations ou de recul des exportations de viande porcine européenne et française selon les accords de libre échange ratifiés ou en cours de négociation ;
- Part croissante des consommateurs adoptant le régime flexitarien et/ou sans viande ;
- Influence et attaques médiatiques des mouvements opposés à l'élevage ;
- Recommandations nutritionnelles (repas sans viande, etc.) et interdits religieux.

Pour accéder aux publications
du Pôle économie et prospective,
cliquer ou scanner :



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
Images : Chambre d'agriculture •
Edition : juin 2026 - Version n°1

Pôle économie et prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 06 48 38 45 15	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Sarah BIGOT	Tél. 06 26 64 30 92	Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr
Chloë BIOCHE	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 06 75 09 88 38	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Isabelle TRAINEAU	Tél. 06 16 81 60 21	Mail : isabelle.traineau@pl.chambagri.fr

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Avec le soutien financier de :

